Version finale 14 Mai 2019

NOTE DE LA STRATEGIE DU PROGRAMME DE L'UNICEF EN TUNISIE 2019-2020

INTRODUCTION

Cette note de stratégie décrit les étapes importantes à franchir pour que tous les enfants, filles et garçons, de tout âge, de la petite enfance à la fin de l'adolescence, et surtout les plus vulnérables, réalisent pleinement leur potentiel. Elle s'inscrit également dans le contexte de la mise en œuvre des réformes démocratiques, économiques et sociales contribuant à la création d'une transition et une transformation susceptibles d'influencer durablement le développement et le bien-être de chaque enfant et adolescent, de leurs familles et des personnes ou institutions dont ils reçoivent des soins. Cette stratégie va couvrir la période de deux ans (2019-2020) qui correspond aux deux dernières années du plan national de développement et aux trois premières années du plan stratégique de l'UNICEF, qui définit clairement les priorités globales de l'organisation pour la période 2018-2021. Cette note de stratégie vise également à aligner les travaux en cours dans le pays sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) pour 2030.

Compte tenu de l'engagement du gouvernement envers le Projet sur le Capital Humain (PCH), la stratégie utilisera, le cas échéant, les concepts et les approches promues par le PCH et l'approche parcours de vie. La stratégie tire également parti des enseignements de l'examen à mi-parcours de 2018 et des recommandations formulées par les évaluations de la composante programme santé de 2017, et du projet de justice juvénile ainsi que de la revue genre du programme. La stratégie se veut basée sur les droits et sensible au genre, en plaçant les enfants et les adolescents au centre des défis de développement dans le pays. Considérant qu'elle est développée au cours du cycle du programme ; cette note de stratégie tiendra compte des réalisations du cadre actuel des résultats du programme de pays 2015-2019 pour transiter dans un cadre de résultats révisé pour 2019-2020. La section 5 ci-dessous explique cette transition et l'annexe 1 met en évidence les liens entre les deux structures de résultats.

La Tunisie se trouve à un moment spécial dans sa transition vers l'établissement d'un Etat démocratique. L'instabilité institutionnelle a caractérisé la transition jusqu'à présent avec 8 gouvernements successifs en place depuis 2011. Ces gouvernements ont tenté de mettre en œuvre un large éventail de réformes - éducation, protection sociale, santé, justice, emploi - réformes ayant des implications majeures pour les enfants et les adolescents. Alors que l'ouverture démocratique acquise avec la révolution a accru la liberté sociale, elle a rendu très sensible la mise en œuvre des réformes en cours, avec une forte influence des syndicats dans le dialogue social. Cette situation tend à compromettre les caractéristiques prometteuses des réformes prévues initialement au début de la transition. Un mouvement courageux vers la décentralisation en vue de l'autonomisation des pouvoirs locaux est en cours, et vise à responsabiliser les municipalités. Une coalition politique fragile est à la tête des portefeuilles clés du gouvernement. Une société civile en ébullition a émergé de la révolution depuis 2011, mais ses capacités restent limitées pour appuyer les interventions de développement. Un secteur privé nouveau et innovant fait également son apparition et peine à se créer un espace contre le secteur privé traditionnel bien établi.

La reprise économique est en cours mais reste fragile et vulnérable aux chocs. La croissance économique est relativement faible avec une moyenne de 1,4% entre 2016 et 2017. La croissance n'a pu créer que trop peu d'emplois en Tunisie. Le contenu en emploi de la croissance est proche de zéro. Les investissements sont relativement faibles en Tunisie. Ils ont encore diminué depuis 2011 pour atteindre en 2017 seulement 19% du PIB. Une croissance irrégulière devrait se poursuivre au cours des prochaines

années, en raison de la dépréciation de la monnaie locale et du besoin d'un important soutien financier pour soutenir la croissance économique ainsi que la vulnérabilité aux développements externes. En conséquence, les perspectives de l'espace fiscal restent limitées.

L'UNICEF doit renforcer sa capacité de réaction à la crise humanitaire dans le pays. Les récentes inondations (début octobre 2018) auxquelles le pays a été confronté dans l'un des gouvernorats ont montré certaines faiblesses dans la réponse. Au cours des quatre dernières années, le bureau du pays n'a pas été impliqué dans la réponse à une crise humanitaire. Les effets du changement climatique avec l'augmentation des risques naturels ont mis en exergue la nécessité de procéder à une analyse systémique des risques et de leur probabilité et de leur impact sur les enfants et leurs familles. Pour les récentes inondations, l'UNICEF a pu organiser une intervention classique et à petite échelle en matière de lavage des mains à l'école. L'un des facteurs déterminants du succès de la mise en œuvre de cette note de stratégie sera le degré de préparation de l'UNICEF pour faire face aux défis humanitaires dans le pays, compte tenu de l'imprévisibilité de la crise libyenne à ses frontières et de la poursuite de la lutte contre les groupes violents dans certaines régions du pays.

2. QUESTIONS ET DOMAINES PRIORITAIRES

Trois domaines prioritaires ont été identifiés lors de l'examen analytique et la consultation avec les partenaires au cours du processus d'examen à mi-parcours en vue d'accélérer les progrès et de démontrer les résultats d'ici 2020: (i) Se concentrer sur les premières années de la vie pour s'attaquer aux causes sous-jacentes d'un faible développement de l'enfant où les droits des jeunes garçons et filles n'ont eu qu'un effet cumulé limité; ii) Renforcer l'utilisation de services de qualité qui permettront aux enfants et aux adolescents de réaliser pleinement leur potentiel dans la vie; et (iii) Rendre les systèmes responsables envers chaque enfant et chaque adolescent.

Chaque domaine a été mis en correspondance avec les avantages comparatifs actuels de l'UNICEF en Tunisie afin d'accélérer l'obtention des résultats pour les enfants et les adolescents dans le pays : la capacité de fournir des conseils sur les politiques sur un large éventail de préoccupations des enfants, en particulier la petite enfance et l'éducation, la capacité à être un rassembleur clé des parties prenantes en vue de soutenir la mise en œuvre des réformes sociales dans le pays, combinés à son expertise en matière de conception, de développement et de test de modèles pour soutenir la mise en œuvre d'approches innovantes pour la réalisation des droits de l'enfant.

2.1 Se concentrer sur les premières années de la vie

Bien que le taux de scolarisation des enfants en Tunisie soit élevé, plus d'un enfant sur 2 inscrit en première année primaire n'a pas suivi un programme d'éducation préscolaire l'année précédente. Les évidences suggèrent que ces enfants sont moins préparés à apprendre et à réussir à l'école que ceux qui ont bénéficié d'une forme quelconque de services préscolaires et sont plus susceptibles d'abandonner à un moment donné au cours de leur cursus. Pour les enfants de 3 à 6 ans, le taux de couverture préscolaire ne dépasse pas 45% en 2015. Les inégalités demeurent importantes, les services préscolaires étant principalement accessibles aux enfants des zones urbaines (dans certaines zones rurales, 15% des enfants ont accès à une forme de services préscolaires) et à ceux issus de familles économiquement aisées (seulement 13% des enfants ayant accès aux services viennent des ménages les plus pauvres).

La violence à l'encontre des enfants reste une pratique sociale (et disciplinaire) commune, profondément enracinée dans les comportements, les croyances, les attitudes et les pratiques de larges couches de la population : 93% des enfants âgés de 2 à 14 ans ont été soumis à au moins une forme de punition psychologique ou physique de la part de leur mère / de leurs responsables ou d'autres membres du ménage. Environ 32% des enfants ont été soumis à de sévères châtiments corporels. Au total, 43,6% des mères / dispensatrices de soins estiment que les enfants devraient être physiquement punis. 33% des cas de maltraitance et de négligence concernent des enfants âgés de 0 à 5 ans. Les enfants ayant des besoins spéciaux sont également plus vulnérables et exposés à tout type de maltraitance. D'autres indicateurs sur la santé et la nutrition suggèrent la nécessité de renforcer les services et les soins de qualité (basés sur la communauté) et d'améliorer les pratiques parentales envers ces enfants au cours de ces années formatrices. Selon l'enquête MICS4 de 2012, seulement 9% des nouveau-nés sont allaités exclusivement au sein jusqu'à l'âge de 6 mois. 14% des jeunes enfants ont un excès de poids et 28,3% souffrent d'anémie causée par une déficience en fer.

Afin de relever les nombreux défis auxquels font face en particulier les enfants les plus vulnérables et leurs parents et tuteurs en Tunisie, le gouvernement a donné la priorité au développement de la petite enfance dans le Plan national 2016-2020, en tant que moyen durable de construire une nouvelle vision et un nouveau modèle de développement socio-économique durable et inclusif. La Stratégie nationale multisectorielle pour le développement de la petite enfance (2017-2025), élaborée par 11 ministères, la société civile et le secteur privé, a été adoptée avec son plan opérationnel budgétisé, à la suite de sa validation par le Conseil des ministres en août 2018. La mise en œuvre de la stratégie a été lancée lors d'une conférence de presse le 20 septembre, impliquant le secteur privé. Cette opportunité donne à l'UNICEF, avec des partenaires tels que la Banque mondiale, un levier remarquable pour appuyer une approche globale et systémique visant à renforcer le système de prestation de services de qualité pour la petite enfance dans ses différents environnements : au sein de la famille, de la communauté, du préscolaire et à un niveau décentralisé.

2.2 Renforcer les capacités des enfants et adolescents pour qu'ils réalisent leur potentiel dans la vie

Selon les chiffres de l'Institut National de la Statistique (INS), les adolescents représentent 13,9% de la population totale en 2017, avec un total de 803 766 (7%) adolescents âgés de 10 à 14 ans et 798,974 (7%) âgés de 15 à 19 ans. La jeune population du pays continue de faire face à des défis importants ; l'un d'eux est que ceux qui terminent l'enseignement secondaire peuvent ne pas avoir les compétences de base pour s'épanouir et contribuer au développement économique de la Tunisie. Les enquêtes internationales, notamment PISA et TIMSS, ainsi que les évaluations nationales, tels que l'examen de fin du secondaire et les tests de compétences linguistiques à tous les niveaux, indiquent toutes que la qualité de l'enseignement en Tunisie est en déclin. Les résultats de l'enquête PISA 2015 ont montré que la différence entre la moyenne des enfants tunisienne âgée de 15 ans et la moyenne de l'OCDE équivaut à 3 années complètes d'études. Près de 50% d'entre eux n'atteignent pas le niveau minimum de compétence en lecture.

Dans le même temps, de nombreux adolescents n'ont même pas la possibilité de terminer leurs études secondaires. On estime que 100 000 adolescents âgés de 12 à 18 ans ne sont pas scolarisés et que 55 000 autres risquent de décrocher chaque année. Le phénomène de décrochage scolaire commence de manière significative vers 12 ans et tend à être plus fréquent chez les hommes en Tunisie. L'étude PISA indique que 41% des adolescents tunisiens ont déjà redoublé au moins une fois, contre 7% dans les pays

de l'OCDE. Certains facteurs sont endogènes à l'école elle-même, tels que la qualité de l'enseignement général, le manque de soutien spécifique pour les élèves en difficulté (scolaire, psychosocial, besoins spéciaux, etc.), la violence à l'école entre pairs, entre adultes et étudiants dans certains cas, parmi d'autres (« facteurs moteurs »). Parallèlement, des facteurs extérieurs au système scolaire peuvent également décourager les enfants et les adolescents. En Tunisie, l'environnement socio-économique général, le taux de chômage élevé des diplômés de l'enseignement supérieur, les tensions au sein des familles et l'économie informelle sont considérés comme les « facteurs moteurs » les plus importants.

Ainsi, Il y a un nombre croissant d'adolescents « à risque ». Les adolescents, filles et garçons, qui abandonnent l'école sont beaucoup plus exposés à certains risques en raison de leur isolement accru. Par exemple, en 2015, plus de la moitié (52%) des adolescents en conflit avec la loi avaient quitté l'école. Cette tendance est beaucoup plus forte chez les garçons. En outre, les jeunes âgés de 13 à 15 ans, qui ont potentiellement abandonné l'école, représentent le groupe d'âge le plus à risque de travailler. Selon l'enquête nationale sur le travail des enfants en Tunisie (INS, 2017), 121 700 adolescents âgés de 13 à 15 ans sont actuellement engagés dans le « travail des enfants », dont 66,5% (80 900) sont soumis à un «travail dangereux». Finalement, selon les chiffres du délégué à la protection de l'enfance (DPE), le même groupe d'âge (entre 13 et 15 ans) est le plus touché par la violence et les abus, compte tenu du taux plus élevé de signalements (21,5%) en 2016 et 2017[1].

La transition vers la seconde adolescence (au début du lycée et entre 15 et 19 ans) est souvent synonyme d'émergence de nouveaux défis, et très probablement d'une multitude de nouveaux risques et de dépravations spécifiques à cette nouvelle période de la vie. Avec la pression de l'entrée dans la vie adulte et à l'indépendance économique qu'elle représente, s'ajoute l'angoisse d'un futur désordre projetée par un contexte socio-économique précaire, qui offre peu de perspectives agréables de travail décent pour les jeunes et les femmes. En effet, il n'est pas surprenant que le groupe d'âge des 15 à 19 ans représente 84% du travail informel en Tunisie et que 10% des adolescents de cet âge sont inactifs ou NEET (ni étudiant, ni employé et ni stagiaire). Plus important encore, les adolescents âgés de 16 à 17 ans représentent la proportion la plus élevée (99,8%) des « travaux dangereux », soulignant la vulnérabilité des adolescents de ce groupe d'âge. De plus, les garçons âgés de 16 à 17 ans constituent le groupe le plus à risque de conflit avec la loi, représentant 60% des cas recensés en 2015. Par ailleurs, il est noté que pour le même groupe d'âge (entre 16 et 17 ans), le taux de suicide est le double de celui observé lors de la première adolescence.

Bien que la situation appelle l'attention des autorités nationales et des partenaires, elle doit en même temps être un symptôme de défi dans la mise en œuvre en cours des réformes sociales dans le pays et la nécessité d'une approche plus globale, innovante et systémique que l'UNICEF soutiendra pour contribuer à lutter contre les privations auxquelles sont confrontés les enfants et les adolescents.

2.3 Rendre les systèmes redevables envers les enfants et les adolescents

L'une des injonctions les plus puissantes des objectifs de développement durable liés aux enfants et aux adolescents est l'appel à l'action visant à «ne laisser personne à la traîne ». Si cela est bien réalisé, cela apportera plus d'avantages aux enfants. En Tunisie, il existe un héritage d'universalisme. On s'attend à ce que tous les garçons et toutes les filles aillent à l'école, que toutes les familles aient accès aux services de santé et que les femmes et les hommes aient les mêmes droits. L'accès à l'école publique pour les enfants jusqu'à 16 ans est gratuit. Cependant, l'indice de développement régional (IDR) 2018 (Boussida, Rabah et Salhine, 2018) confirme les résultats d'enquêtes précédentes montrant que plusieurs régions

ont peu profité de la croissance économique du pays, notamment Kairouan, Kasserine, Jendouba, Sidi Bouzid et Siliana. Le système de protection sociale est mal ciblé et couvre trop peu d'enfants. Une évaluation du programme d'assistance sociale réalisée par le CRES en 2014 a montré que seuls 26% des enfants admissibles (âgés de 0 à 18 ans) à ces programmes vivaient dans des familles bénéficiaires. Les dépenses de la protection sociale consacrées aux enfants correspondent à 0,23% du PIB.

On peut dire que la Tunisie est très différente des autres pays au niveau de développement économique et social similaire. La performance de l'État sur le plan social à tous les niveaux est en retard, contrairement à ce que pourraient suggérer les indicateurs économiques du pays, par ailleurs positifs. Les inégalités croissantes combinées à des systèmes inefficaces génèrent des résultats médiocres pour les enfants et les adolescents. Des lacunes dans la disponibilité des données existent à tous les niveaux de l'administration. Le suivi est particulièrement fragmenté et n'est pas établi en tant que fonction dans de nombreux ministères. Les données sur de nombreuses dimensions fondamentales de la vie des enfants et des adolescents manquent ou sont de qualité incertaine. L'absence de données récentes, précises et fiables est une source de préoccupation pour ses conséquences problématiques sur la conception et l'évaluation des politiques publiques. La faible exigence des évidences par les décideurs politiques sous-tend ces lacunes. Du côté positif, le rôle des organisations de la société civile dans une société mobilisée est un atout considérable pour le progrès social et doit encore être exploité, ainsi que pour le secteur privé émergent, jeune et dynamique.

L'UNICEF se positionnera pour appuyer les efforts visant à rationaliser et à améliorer l'efficacité du système existant. La génération des évidences, la production de données fiables et précises seront essentielles pour nourrir un partenariat stratégique et un programme de plaidoyer mettant en perspective le rôle attendu d'une allocation universelle pour enfants dans la réduction des disparités et l'utilisation des finances publiques pour soutenir les modèles innovants et réussis que le bureau de pays soutiendra.

.3. STRUCTURE ET CADRE DES RESULTATS

Visuel 1: Matrice des résultats de la Théorie de Changement (TdC)

<table>
<tr><td colspan="2">Résultat 1. D'ici 2020, Plus de jeunes filles et garçons (de 0 à 6 ans), en particulier les plus vulnérables, bénéficient des soins attentifs de développement de la petite enfance (santé, nutrition, protection, éducation) et ont accès à un apprentissage de qualité.

.</td><td colspan="2">Résultat 2. D'ici 2020, Un plus grand nombre de filles et de garçons, y compris les adolescents et les plus vulnérables, bénéficient d'un apprentissage de qualité, de la protection et de multiples voix pour acquérir des compétences pour la vie.</td><td colspan="2">Résultat 3. D'ici 2020, le programme de pays est soutenu et gérer efficacement pour améliorer la redevabilité des systèmes vis-à-vis enfants et des adolescents</td></tr>
<tr><td colspan="2">Résultat indicateur de succès
Pourcentage d'enfants âgés de 36 à 59 mois participant à un programme d'éducation de la petite enfance (taux de fréquentation).</td><td colspan="2">Résultat indicateur de succès
Taux de non scolarisation au premier cycle du secondaire
(Données Administratives)</td><td colspan="2">Résultat indicateur de succès</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Produit 1.1 Un système de gouvernance efficace est en place pour mettre en œuvre la stratégie nationale multisectorielle et multipartenaire de DPE</td><td>(A)Existence d'un système de suivi et de reporting de l'état de la mise en œuvre de la stratégie nationale DPE</td><td rowspan="2">Produit 2.1 Les enfants et les adolescents ont accès à de meilleures possibilités d'apprentissage, notamment en ce qui concerne</td><td rowspan="2">(S) Curricula nationaux et système de formation soutiennent/favorisent l'intégration du développement de compétences dans le système national - score (1-4)</td><td rowspan="2">Produit 3.1
Modèles de financement publics et innovants disponibles pour augmenter les investissements en capital humain.</td><td rowspan="2">(S)Système de transferts en espèces conçu comprenant l'élargissement de la couverture et l'amélioration de l'inclusion des enfants (par exemple: conception, ciblage, sélection des bénéficiaires, distribution d'argent et financement global).</td></tr>
<tr><td>(S) Existence d'un plan pluri-années pour la vaccination</td></tr>
</table>

		l'acquisition de compétences essentielles et l'éducation à la citoyenneté.	(AS)Nombre de modules de formation continue conçus pour le personnel enseignant et non-enseignant, pour une mise en œuvre (formations) à travers le PREFAT financé par la Banque Mondiale		
			(A) Nombre de Commissariats Régionaux de l'Education ayant un Plan Régional de l'Education, incluant l'année préparatoire, défini en intégrant l'approche de GBO		
Produit 1.2 Des normes de qualité pour l'EPE sont élaborées, modélisées et le système de formation des enseignants est renforcé	(SS)La politique et les programmes d'EPE intègrent les curricula de qualité et des standards - score (1-4)	**Produit 2.2** Les enfants et les adolescents qui ont décroché ou risquent de décrocher ont accès à de meilleurs services de conseil, un soutien psychosocial, une éducation de rattrapage et des possibilités de développement des compétences essentielles.	(S)Enfants non scolarisés au cours de l'année considérée ayant participé à des programmes d'apprentissage du niveau secondaire dans le cadre de programmes appuyés par l'UNICEF	**Produit 3.2** Les données, les évidences sont générées et les capacités nationales et du staff en GAR sont renforcées pour une gestion efficace pour les résultats du programme.	(AS) le rapport de l'analyse de la situation des enfants en Tunisie est disponible
	(SS)Enseignants ayant reçu une/des formation/s financée/s par l'UNICEF		(SS)Existence d'un système d'alerte précoce basé sur l'école ou le quartier pour les enfants à risque de décrochage scolaire score (1-4)		(SS) Les politiques et les programmes sont influencés par l'analyse et le plaidoyer pour réduire la pauvreté des enfants (score 1-3)
	(S)Existence d'environnements d'enseignement et d'apprentissage de qualité pour la petite enfance- score (1-4)		(A)Nombre d'établissements scolaires ayant bénéficié d'une rénovation de ses infrastructures et équipements sanitaires		
Produit 1.3 Un programme national sur la parentalité positive est développé et modélisé	(AS)Un programme d'amélioration des pratiques parentales pour les 0-5 ans révolus est conçu	**Produit 2.3** Les enfants et les adolescents ont accès à des services améliorés de la protection de l'enfance.	(S)Existence de procédures et services pour les enfants en contact avec la loi, appliqués et fournis en conformité avec les lois internationales	**Produit 3.3** La communication externe, le plaidoyer et le partenariat sur les droits des enfants et des adolescents sont renforcés.	(S) Nombre d'initiatives impliquant les partenaires de la société civile et / ou les coalitions à plaider avec l'UNICEF en faveur des enfants
	(AS)% de membres de la communauté qui ont les connaissances requises en matière d'allaitement maternel (durée de l'allaitement exclusif)				
	(S)le programme pays inclut les programmes integrés favorisant la stimulation précoce, la protection et la nutrition ciblant les enfants 0-3 (y compris le Paquet Care for Child Development)		(A)Les connaissances et les compétences des enfants, des adolescents et des intervenants sont renforcées en matière de la lutte contre la violence à l'égard des enfants		

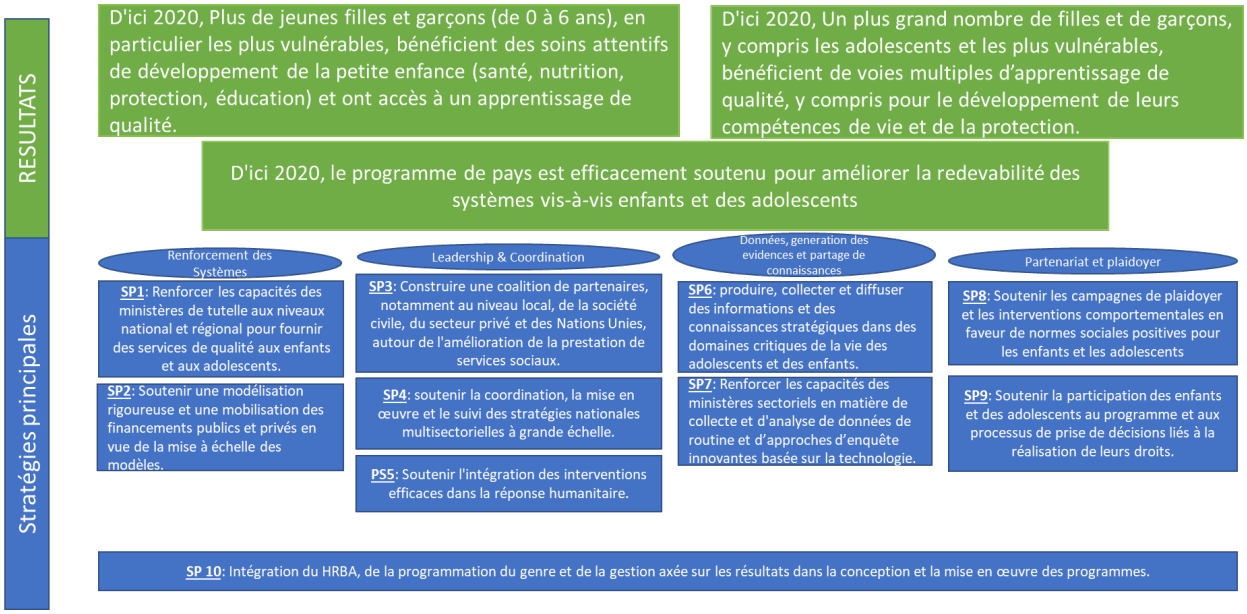
4. LA THEORIE DU CHANGEMENT

La Théorie du Changement (TdC) décrit le processus que l'UNICEF entend suivre pour obtenir les résultats et clarifie les hypothèses qui déterminent le succès. Un examen précis des hypothèses permet également de mieux comprendre les goulots d'étranglement auxquels cette théorie sera probablement confrontée, et appelle à l'adoption de stratégies visant à atténuer ces risques par l'UNICEF. Les lignes suivantes décrivent la TdC globale pour le programme de pays et les TdC individuelles pour chaque domaine de Résultats.

Le but du programme de pays appuyé par l'UNICEF en Tunisie, tel que défini dans le Document de Programme de Pays, vise à améliorer l'accès des enfants et des adolescents les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier dans les zones les plus défavorisées, à des services de protection sociale, de santé et d'éducation de qualité et pour promouvoir la participation des enfants à toutes les activités. L'effet combiné des Résultats vise à contribuer de manière significative à la réalisation des droits des enfants et des adolescents à toutes les étapes de leur vie. Le bureau de pays en Tunisie combinera des interventions critiques ciblées dans les premières années de vie et des interventions spécifiques ciblant la première et la deuxième adolescence pour lutter contre d'importants goulots d'étranglement empêchant les enfants de bénéficier d'un environnement protecteur dans tous les milieux dans lesquels ils évoluent, à savoir la famille, l'école, la communauté et la société. La modélisation d'interventions innovantes qui visent à améliorer la qualité des services destinés aux enfants et à accroître leur accès aux services sera la clé du succès.

Des approches intersectorielles seront recherchées pour assurer la durabilité des modèles réussis, notamment en associant la protection sociale à d'autres secteurs et la protection de l'enfance au développement et à l'éducation de la petite enfance. La promotion de l'utilisation des données, des données factuelles sur les enfants et les adolescents pour la planification et la conception de stratégies et le suivi suivra dans tous les domaines d'activité. L'attention sera concentrée sur les porteurs d'obligations, afin de mettre l'accent sur leur responsabilité, particulièrement en cas de situation humanitaire. Les interventions nécessaires pour modifier les normes sociales seront axées sur les détenteurs de droits en tant que parties prenantes plutôt et non simplement bénéficiaires, afin de garantir leur participation effective. Un partenariat stratégique avec les autres partenaires du pays, la société civile et le secteur privé appuiera la stratégie de mise en œuvre tant pour la recherche d'approches de mise en œuvre significatives et efficaces que pour la mobilisation de ressources. La stratégie de programme dans son ensemble, y compris les stratégies de résultats ci-dessous, sera constamment réexaminée et mise à jour à la lumière de ce qui se passe dans l'environnement programmatique.

Visual 2: TdC Stratégie du programme de pays



4.1 Théorie du Changement Résultat 1:

Conscient de l'impact profond et durable des investissements réalisés au cours des premières années, et reconnaissant que cette période est une occasion unique de développer le capital humain de la Tunisie, l'UNICEF portera ses efforts pour garantir que d'ici à 2020, un plus grand nombre de jeunes filles et garçons sont nourris, protégés, stimulés et auront accès à un apprentissage et des soins de qualité pour un Développement de la Petite Enfance (de 0 à 6 ans) amélioré. Cela répond aux multiples lacunes et aux défis persistants de la situation du DPE dans le pays identifié par des analyses de situation, des MICS et des consultations aux niveaux globale, régional, et national. En 2019 et 2020, l'UNICEF Tunisie affinera son approche en matière de Développement de la Petite Enfance (DPE) par le biais de stratégies d'intervention multisectorielles visant à aider davantage d'enfants à réaliser leur potentiel de développement, y compris dans des contextes humanitaires. Les principaux bénéficiaires directs seront les jeunes enfants ainsi que ceux qui créent leur environnement principal : parents et prestataires de soins.

L'UNICEF profitera de l'enthousiasme créé par l'adoption d'une stratégie nationale et multisectorielle concernant les DPE - le principal cadre d'action de la Tunisie jusqu'en 2025 - et contribuera à renforcer son opérationnalisation sur plusieurs fronts, notamment en matière de gouvernance, de S & E et de systèmes de données. L'hypothèse est triple. Premièrement, ces mécanismes de gouvernance et de coordination solides favorisent une action collective et concertée de la part des différents partenaires de la mise en œuvre en vue d'atteindre un objectif commun tel qu'établi dans la stratégie nationale. Deuxièmement, ces solides cadres de suivi et d'évaluation renforcent la responsabilité collective de respecter les engagements pris aux niveaux national, régional et local, tout en favorisant l'amélioration continue du DPE dans le pays. Troisièmement, un système national harmonisé d'information, de suivi et d'évaluation de l'Education de la Petite Enfance (EPE) contribuera à fournir un cadre commun pour mesurer les résultats du développement de l'enfant (en particulier l'apprentissage de l'enfant) chez les prestataires de services et fournira des preuves solides pour guider les politiques, la prestation de

services et les programmes. Compte tenu de l'importance et de l'engagement croissants du secteur privé dans la fourniture de services de DPE, l'UNICEF intensifiera ses efforts de plaidoyer auprès du secteur privé afin de faire davantage d'investissements dans le DPE et d'améliorer la qualité des services. L'UNICEF étudiera également les moyens d'intensifier les partenariats entre les secteurs public et privé afin d'accroître la couverture des services de l'EPE, en particulier dans les régions les plus défavorisées et les plus marginalisées de la Tunisie.

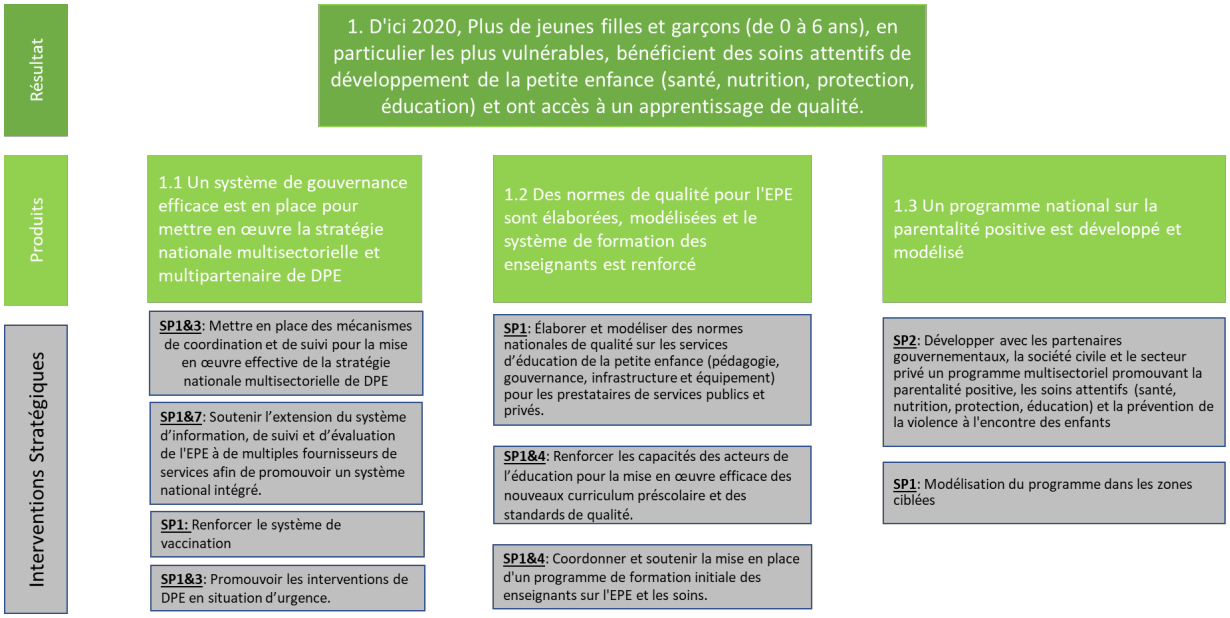
L'UNICEF s'attaquera aux lacunes identifiées en matière d'accès et de qualité des services fournis par l'EPE. Pour ce faire, elle établira des normes nationales et formera des modèles dans trois centres de DPE répartis dans tout le pays, organisera une formation initiale et continue des enseignants et renforcera ses capacités internes d'intervention humanitaire. Les hypothèses sont les suivantes : avec de multiples acteurs en charge des services d'EPE, dont des prestataires publics et privés et aucune approche harmonisée en matière de pédagogie, de gouvernance ou d'infrastructures et d'équipements en place, la qualité des services ne peut être améliorée que si des normes de qualité nationales unifiées sont élaborées conjointement, et si la capacité est construite sur leur application. Si les normes sont élaborées de manière collaborative et participative avec les parties prenantes concernées, favorisant ainsi l'appropriation et l'adhésion, et que la modélisation pratique des normes soit réalisée par les différents prestataires de services eux-mêmes (ministère de l'Éducation, ministère de la Famille et une ONG nationale), leur mise en œuvre, développement et durabilité systématiques sont plus probables. Troisièmement, les résultats de recherche confirment que les enfants sont bien mieux préparés pour apprendre en classe et moins susceptibles de décrocher à l'école s'ils bénéficient de services préscolaires. Alors que trop d'enfants sont encore exclus du préscolaire, l'UNICEF et la Banque mondiale soutiendront les efforts du gouvernement visant à universaliser l'année préparatoire. L'UNICEF le fera en renforçant les capacités des enseignants et des inspecteurs pour la mise en œuvre du nouveau programme préscolaire, et la Banque mondiale à travers la construction d'écoles. La quatrième hypothèse est que les éducateurs qui sont bien outillés pour s'occuper des besoins de développement des jeunes enfants, les prendre en charge et répondre à leurs besoins sont une condition préalable à la prestation de services de qualité aux jeunes enfants. Ils sont essentiels pour contribuer à de meilleurs résultats du DPE. C'est cette dernière hypothèse qui sous-tend les efforts de l'UNICEF pour appuyer le développement du premier programme tunisien de formation initiale des enseignants à l'éducation et la prise en charge de la petite enfance, par le biais d'un partenariat avec une université nationale et en collaboration avec une université internationale de premier plan dans ce domaine.

L'UNICEF encouragera les comportements de prise en charge, la demande de services et les normes sociales en faveur d'une parenté positive grâce à l'élaboration et à la modélisation d'un programme national de formation des parents. Le programme s'appuiera sur les résultats de l'enquête nationale sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) des parents d'enfants âgés de 0 à 6 ans récemment achevée, sur les résultats de "l'Enquête en grappes à indicateurs multiples", (MICS) réalisée en 2018, sur la situation des enfants et des femmes en Tunisie, et il capitalisera sur les bonnes pratiques régionales et mondiales en matière de programmes d'éducation parentale. Si ces acteurs et ces entités qui s'engagent auprès des parents et les influencent - tels que les éducateurs et les personnels de santé, les leaders communautaires, les médias - sont bien équipés pour promouvoir les soins et la discipline non violente, les parents et les prestataires de soins sont susceptibles d'adopter des comportements et des normes positifs et protecteurs avec leurs jeunes enfants. C'est l'hypothèse qui sous-tend l'investissement de l'UNICEF dans la modélisation et l'évaluation de stratégies et de services de qualité fondés sur des

résultats qui accélèrent l'adoption de normes sociales et de comportements favorisant une parenté positive, ainsi que les efforts de renforcement des capacités des partenaires pour appliquer ces stratégies. Les points d'entrée et les plateformes pertinentes comprennent, par exemple, des agents de santé et d'autres agents communautaires dûment formés au programme de soins pour le développement de l'enfant afin de promouvoir les aspects essentiels des soins (y compris avec les pères); chez les éducateurs travaillant dans les domaines de l'éducation et la prise en charge de la petite enfance pour promouvoir une stimulation attentive de l'enfant et une alimentation saine; chez les leaders communautaires / religieux et les médias qui font campagne pour l'allaitement au sein et contre le recours à la violence à l'égard des jeunes enfants. Pour assurer le renforcement des systèmes et la pérennité des investissements, l'UNICEF renforcera la capacité des partenaires pour accroître les modèles de programmes en matière de parenté en aidant les ministères à intégrer des modules de formation en parentalité aux programmes de formation existants de la main-d'œuvre.

Ensemble, trois produits et onze interventions stratégiques contribueront à faire progresser les domaines clés des soins de santé avec l'objectif général que toutes les filles et tous les garçons (0 à 6 ans) de la Tunisie, en particulier les plus défavorisés atteignent leur potentiel de développement.

Visuel 3: TdC résultat 1



4.2 Théorie du changement Résultat 2:

D'ici 2020, le programme de l'UNICEF concentrera ses efforts sur l'augmentation de la gamme des options et des possibilités offertes aux enfants et aux adolescents pour un apprentissage de qualité, y compris les compétences essentielles, l'éducation à la citoyenneté et la protection. Ce résultat ciblera les enfants et les adolescents qui sont dans le système éducatif, tout en se concentrant sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et l'élargissement de la gamme de compétences à développer (compétences essentielles). Deuxièmement, il visera également les adolescents, en particulier les garçons non scolarisés et ceux qui risquent d'abandonner l'école, en leur fournissant de meilleurs

services de soutien pendant leurs études, ainsi qu'une vie et des options d'apprentissage meilleures, s'ils ont déjà abandonné. Troisièmement, ce résultat se concentrera sur les enfants et les adolescents, filles et garçons, qui risquent d'être ou sont déjà exposés à la violence et à un traitement inéquitable.

Pour les enfants et les adolescents qui sont dans le système éducatif (la plupart des enfants et des adolescents en Tunisie), il est urgent de leur fournir une meilleure expérience en salle de classe. Une expérience qui leur permet d'acquérir des compétences d'apprentissage fondamentales plus solides et d'élargir la gamme des compétences dont ils auront besoin pour l'apprentissage et pour l'avenir (compétences essentielles). Pour atteindre cet objectif, l'hypothèse qui sous-tend le programme de l'UNICEF est que la Tunisie doit d'abord utiliser les programmes d'études mis à jour (les plus récents datent de 2002) et qui permettent pleinement le développement des compétences nécessaires à la vie, promeuvent l'éducation à la citoyenneté et soutiennent les activités de loisirs, y compris les sports. La deuxième hypothèse est que la Tunisie doit également renforcer son personnel enseignant et non enseignant pour améliorer la qualité de l'éducation. S'il est maintenant reconnu que les enseignants sont le facteur le plus important à l'école pour déterminer la qualité de l'apprentissage, la Tunisie est restée dépourvue de système opérationnel de formation initiale et continue des enseignants pendant la dernière décennie. Dans le même temps, l'enseignant a besoin du soutien et des incitations appropriés, notamment de la part de l'inspecteur, des bureaux régionaux et de l'administration centrale. Le troisième niveau d'hypothèse est que le renforcement de l'offre du système éducatif ne sera pas suffisant. Il est nécessaire de constituer une coalition solide d'acteurs, notamment la société civile, les parents et le secteur privé, afin de centrer le dialogue public sur les performances du système et la qualité de l'apprentissage. En s'appuyant sur les efforts entrepris au cours des trois ou quatre dernières années, l'UNICEF contribuera à améliorer l'expérience d'apprentissage en classe, à mieux outiller les enseignants et le personnel de soutien afin de contribuer à un meilleur apprentissage et au développement des compétences essentielles, avec le soutien de nombreuses coalitions d'acteurs pour soutenir la qualité de l'éducation, l'ODD4 et l'innovation, tout en améliorant la résilience du système dans les situations humanitaires.

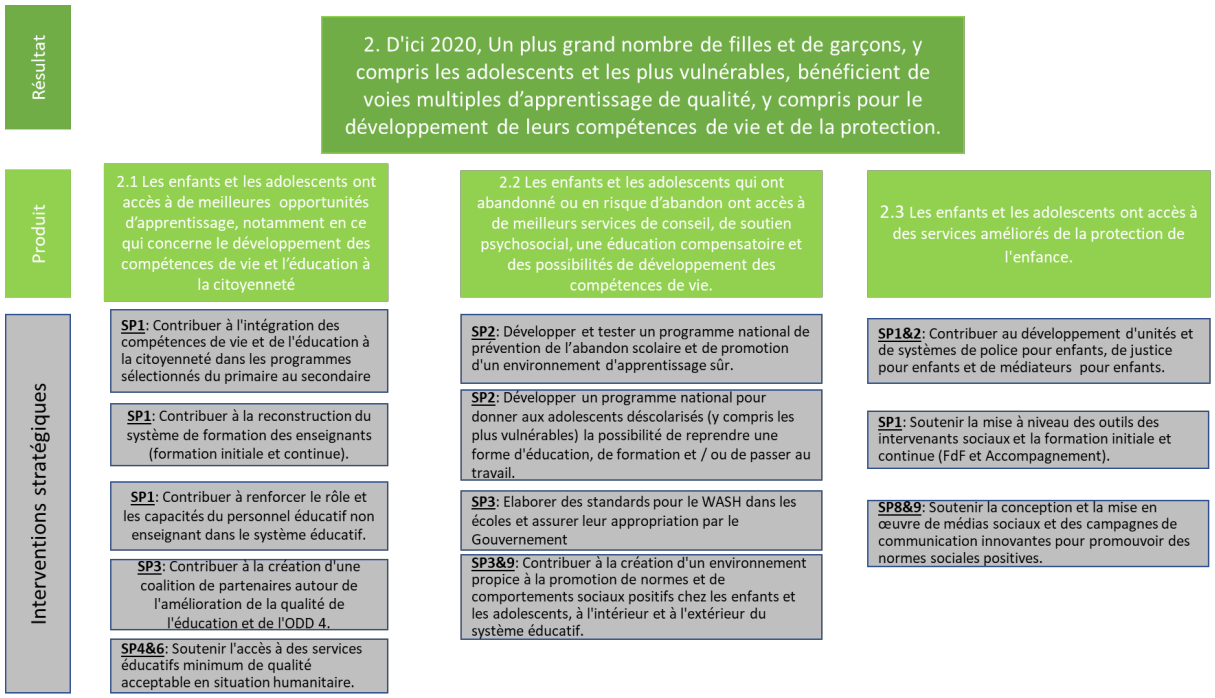
Pour les adolescents, en particulier les garçons qui ne vont pas à l'école ou qui risquent de l'abandonner, l'UNICEF poursuivra ses efforts pour leur fournir de meilleurs services, de meilleures options et un meilleur soutien. La première hypothèse est que si les garçons et les filles menacés de décrochage scolaire bénéficiaient d'une attention individualisée, d'un soutien spécifique (scolaire et psychosocial) et d'un accès à des activités de loisirs au bon moment et d'un environnement scolaire exempt de violence, la plupart d'entre eux seraient diplômés du secondaire et seraient dans de meilleures conditions pour contribuer au développement dont la Tunisie aura besoin à l'avenir. La deuxième hypothèse est que ceux qui ont déjà quitté l'école pourraient reprendre leurs études, suivre une formation professionnelle ou entamer leur transition vers le marché du travail si on leur donnait une seconde chance d'apprendre, de développer leurs compétences essentielles dans la vie quand ils en ont le plus besoin et de regagner confiance et la confiance en soi par le sport, la musique, le théâtre, etc. En outre, il est supposé que le coût de fournir une seconde chance pour ces adolescents est nettement inférieur à celui de ne rien faire pour les personnes laissées pour compte par le système éducatif. Comme pour le produit précédent, l'amélioration des services à elle seule pourrait être une condition nécessaire pour réduire le taux d'abandon scolaire et augmenter les taux d'achèvement, mais elle ne serait pas suffisante. Il est également important de créer un environnement propice à la promotion de normes et de comportements sociaux positifs, de l'environnement familial à l'environnement scolaire. Cela implique

l'association des parents, la société civile, le secteur privé, les acteurs locaux, entre autres, afin de créer le climat nécessaire à des comportements aussi positifs vis-à-vis des adolescents, garçons et filles, et de les former.

L'UNICEF continuera de renforcer le programme d'accès des enfants et des adolescents à la justice en Tunisie, en tirant parti des résultats des années précédentes. Pour répondre à des besoins concrets, il s'agira notamment de renforcer la nouvelle unité Justice pour les enfants au sein du Ministère de la justice, chargée de réviser la législation et d'élaborer des politiques conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'enfant, ainsi que d'investir dans la formation initiale et continue institutionalisée des professionnels de la justice, de promouvoir les alternatives à la détention pour les enfants et les adolescents, en utilisant des innovations, en sensibilisant aux droits des adolescents et en renforçant la collaboration multidisciplinaire interministérielle, en impliquant les partenaires des ONG et du secteur privé. L'UNICEF appuiera la création d'unités de police pilotes adaptées aux enfants afin de faire respecter les droits des enfants en contact avec la loi, y compris les victimes et les témoins de crimes. Afin de responsabiliser les adolescents, les garçons et les filles et d'empêcher leur association avec des groupes violents, un mécanisme pilote de prévention et de protection sera mis à l'essai dans une des régions les plus vulnérables de la Tunisie. L'UNICEF soutiendra également la Commission des droits de l'homme nouvellement créée avec un membre entièrement dédié aux droits de l'enfant, fondé sur des besoins spécifiques, afin de renforcer le suivi et l'évaluation indépendants des droits de l'enfant.

L'UNICEF s'attachera à renforcer les capacités des travailleurs des services sociaux, en tant que colonne vertébrale du système de protection de l'enfance, en tenant compte des recommandations spécifiques de l'étude menée par MENARO sur les effectifs des services sociaux en Tunisie. L'UNICEF appuiera l'examen et l'élaboration de programmes de formation initiale et continue à l'intention des travailleurs des services sociaux afin de les doter des outils nécessaires pour s'occuper de la violence dont sont victimes les enfants dans leurs communautés respectives. En raison d'un consensus croissant sur la nécessité de lutter ensemble contre la violence à l'égard des enfants, l'UNICEF continuera d'appuyer la mise en œuvre de stratégies C4D visant à modifier les normes sociales et à mobiliser les communautés, les familles et les adolescents contre la violence et la discrimination à l'égard des filles et des garçons, en les associant aux débats et aux débats et aux actions pertinents pour mettre fin à la violence et promouvoir une société inclusive. L'UNICEF renforcera également les preuves afin d'améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation permettant de mesurer les progrès et d'effectuer des recherches sur les principaux obstacles sociaux et déterminants de la violence.

Visuel 4: TdC Résultat 2



4.3 Théorie du Changement Résultat 3:

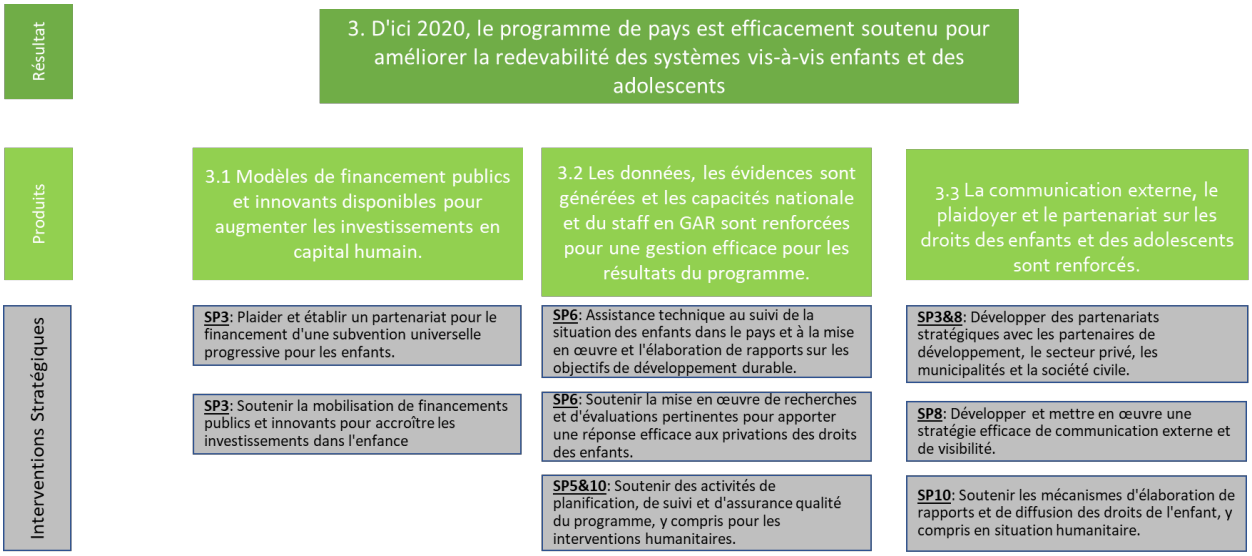
Par ce résultat, UNICEF Tunisie vise à renforcer la responsabilité vis-à-vis des enfants et des adolescents. Pour atteindre cet objectif, trois domaines principaux ont été identifiés : les financements innovants pour augmenter les investissements dans le capital humain, la génération des évidences, de données, la gestion axée sur les résultats et la communication, le plaidoyer et les partenariats.

Au cours des trois dernières années, UNICEF Tunisie a travaillé en étroite collaboration avec les ministères sectoriels compétents pour concevoir et conceptualiser des modèles de DPE, d'éducation de qualité, d'adolescents non scolarisés et d'allocation progressive pour enfant. Ces modèles ont atteint ou sont sur le point d'atteindre le stade de la mise en œuvre et seront testés dans certaines zones géographiques grâce au soutien financier des gouvernements italien, britannique et de l'Union européenne. En partenariat avec le gouvernement, UNICEF Tunisie soutiendra la mobilisation de financements publics, privés et innovants pour développer et pérenniser ces modèles. UNICEF Tunisie continuera à plaider en faveur de la création d'une subvention universelle progressive pour les enfants en optimisant les opérations de soutien budgétaire des institutions financières internationales, des donateurs bilatéraux et un financement innovant.

Depuis l'adoption de l'agenda des ODD, la Tunisie a soutenu et contribué à l'intégration des ODD dans les programmes, politiques et stratégies nationales. Le pays soumettra son Rapport national volontaire sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable en 2019. La préparation du prochain cycle de programme de pays avec le système des Nations Unies, y compris l'UNICEF, constituera également l'un des domaines de travail prioritaires pour les deux prochaines années. Le programme appuiera les systèmes d'information nationaux existants afin de générer des données et des évidences précises et fiables afin d'informer ces processus et de promouvoir des programmes, politiques et stratégies adaptées aux enfants, ainsi que des rapports sur les objectifs de développement durable et la situation des enfants et des adolescents, en veillant à ce que les plus vulnérables ne sont pas laissés pour compte.

La mise en œuvre de recherches approfondies et d'évaluations, ainsi que de partenariats stratégiques et de plaidoyers, sera la clé du succès dans le renforcement de la concrétisation des droits de l'enfant et l'élaboration de rapports en Tunisie. Le programme appuiera également le renforcement des capacités nationales en matière d'approches programmatiques, notamment la gestion axée sur les résultats, le genre, le handicap et l'innovation.

Visuel 5: TdC Résultat 3



5. DU CADRE DE RÉSULTATS DU CPAP 2015-2019 À UN CADRE DE RÉSULTATS RÉVISÉ 2019-2020

L'élaboration de cette note stratégique intervient dans le cours d'un cycle de programme pour lequel le bureau s'était engagé avec les partenaires du programme sur un cadre de résultats pour la période 2015 – 2019. La revue à mi-parcours a permis de faire le point des progrès vers l'atteinte de ces résultats et tirer les leçons de la mise en œuvre du programme pour développer cette note stratégique. Toutefois, Bien qu'elle va sanctionner l'actuel CPAP 2015-2019 une fois approuvée par le Conseil d'Administration, la présente note stratégie poursuit les efforts du programme vers les résultats de ce CPAP en les précisant davantage. Elle affine la stratégie pour atteindre ces résultats à travers des interventions mieux spécifiées au regard des opportunités qui se sont ouvertes au programme sur les quatre premières années de mise en œuvre.

Le programme poursuivra son appui au pays dans les domaines des politiques sociales, de l'éducation, et de la protection des enfants et des adolescents. Cette contribution sera articulée suivant l'approche parcours de vie autour de 2 principaux résultats de programme dont l'un sur les premières années de vie de l'enfant et l'autre sur la première et la seconde adolescence. Sous la composante première années de vie, le programme poursuivra son engagement en faveur de l'amélioration de la qualité de l'éducation préscolaire et de l'équité dans son accès. Saisissant l'opportunité du lancement de la stratégie multisectorielle de développement de la petite enfance en Tunisie, le programme étendra cet engagement à un soutien à la gouvernance de cette stratégie multi acteurs ainsi qu'au développement d'un programme multisectorielle d'éducation parentale qui comprendra des appuis que le programme dans sa structure actuelle apporte dans les domaines de la santé, de la protection, etc... Ce programme d'éducation parentale inclura également les interventions en matière de communication pour le développement initiées dans le cadre du CPAP.

Sous la composante première et seconde adolescence, le programme poursuivra son appui à la mise en œuvre de la réforme éducative et notamment en matière d'amélioration de la qualité et des acquis de

l'apprentissage. De même l'agenda du programme pays en matière de prévention et de réponse à l'abandon scolaire entamée dans le cadre du CPAP se poursuivra pour permettre au pays de limiter l'abandon scolaire et offrir aux adolescents en dehors de l'école des options d'acquisition des compétences de vie en vue de leur insertion sociale. Ce volet inclura également les interventions de communication pour le changement de comportement visant à accompagner cet agenda. Dans le souci d'implémenter l'approche holistique des problématiques des enfants et adolescentes et adolescents et promouvoir les approches multisectorielles, le programme intègrera les interventions en matière de prévention et de réponse à la violence dans l'école et en dehors de l'école dans cette composante ainsi que les interventions de consolidation des acquis du programme en matière de justice pour les enfants mise en œuvre dans le cadre du CPAP.

Outre ces principaux résultats de programme, la présente note stratégique consacre un troisième résultat principal destiné à assurer l'efficacité et l'effectivité des résultats de programme et améliorer la redevabilité des systèmes vis-à-vis des enfants et des adolescents. Cette composante transversale, poursuivra l'appui du programme en faveur de l'établissement d'une allocation universelle pour les enfants en Tunisie et de la levée des financements publiques en vue d'accroitre l'investissement dans l'enfance en Tunisie et favoriser l'adoption et la mise à échelle des modèles réussis. Les interventions en matière de planification, suivi, l'évaluation, et l'assurance qualité de l'ensemble du programme se poursuivront dans le cadre de cette composante. L'action stratégique de soutien au programme en matière de visibilité et d'engagement avec les partenaires de développement et le secteur privé dans la recherche des résultats pour les enfants sera menée dans le cadre de cette composante et couvrira le soutien aux mécanismes de rapportage sur la réalisation des Droits de l'enfant en Tunisie.

6. SUIVI DE L'ACCOMPLISSEMENT DES PRODUITS ET LA CONTRIBUTION DE L'UNICEF AUX RÉSULTATS

Le suivi des résultats pour les enfants sera une fonction clé du programme du pays au titre des résultats de l'efficacité du développement. Des indicateurs de base pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des produits seront intégrés aux résultats des deux composantes du programme dans le but de renforcer le système d'information sectorielle pertinent afin de générer les données nécessaires. L'UNICEF travaillera également en étroite collaboration avec d'autres partenaires au renforcement des capacités nationales de planification et de suivi des enfants. Cela pourrait inclure un appui pour la mise en place d'un mécanisme de coordination national pour débattre des problèmes auxquels sont confrontés les enfants dans le pays et garantir une bonne coordination de tous les acteurs impliqués, y compris les partenaires techniques. Ce mécanisme de coordination pourrait servir de plateforme pour examiner les données nouvelles ou émergentes entre parties prenantes intéressées, y compris les partenaires de la société civile, en vue d'une évaluation régulière des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et de la correction de trajectoire. L'UNICEF contribuera également au suivi de l'UNDAF et des objectifs de développement durable (ODD) par le biais de données et d'enquêtes, grâce à la publication du MICS au début de 2019.

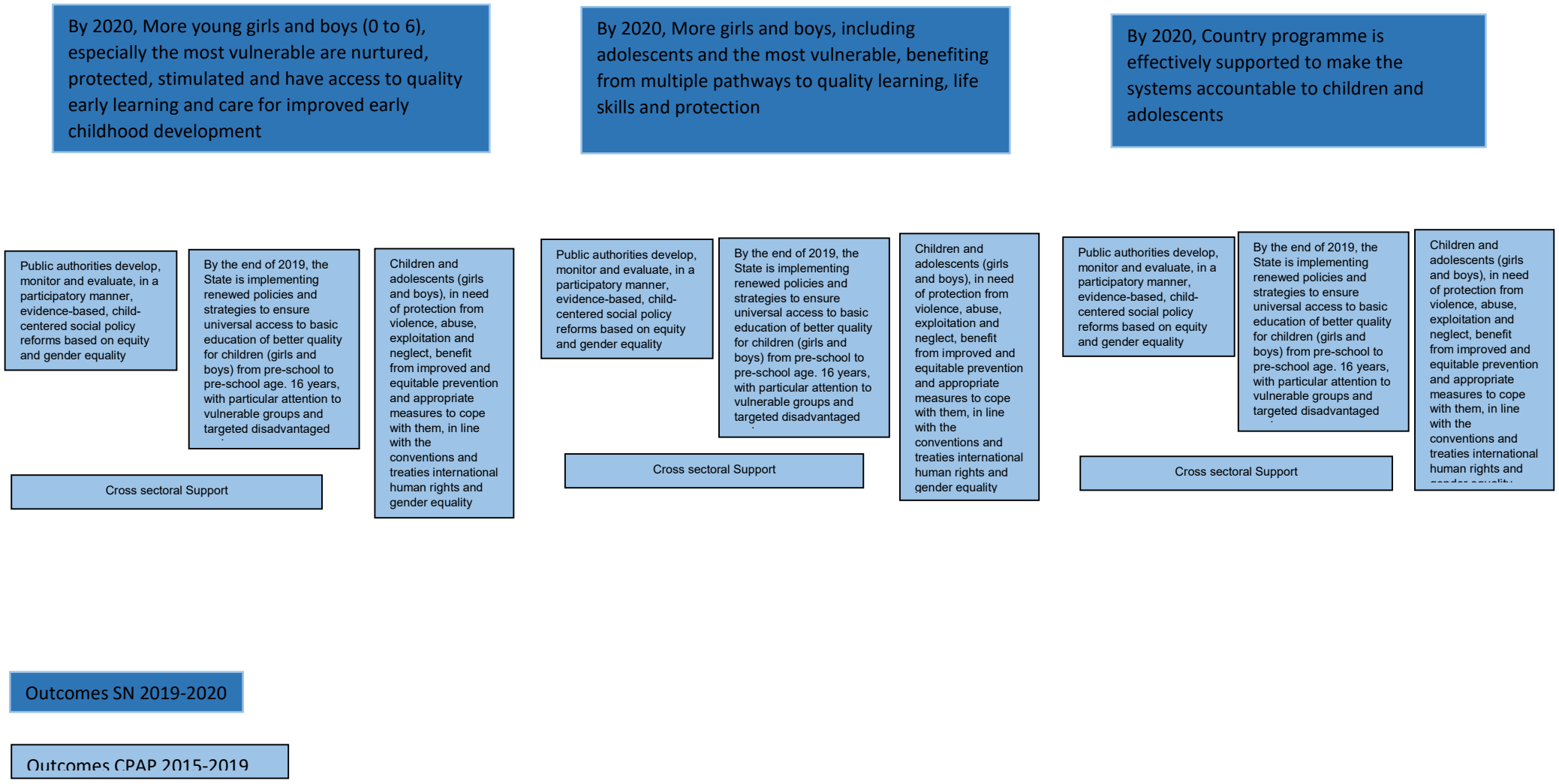
L'UNICEF intégrera le suivi et l'évaluation aux phases de planification et de mise en œuvre des modèles en cours d'élaboration avec l'appui du programme du pays. Ceci sera essentiel pour évaluer les progrès et tirer les enseignements des modèles afin de pouvoir identifier rapidement les actions correctives et assurer le succès des modèles. Le bureau appuiera la génération des données probantes pour alimenter le partenariat stratégique et l'agenda de plaidoyer du programme visant à attirer les investissements des secteurs privé et public en faveur des enfants et à favoriser la pérennité des modèles réussis. Les approches de production des évidences et données garantiront la création des mécanismes permettant

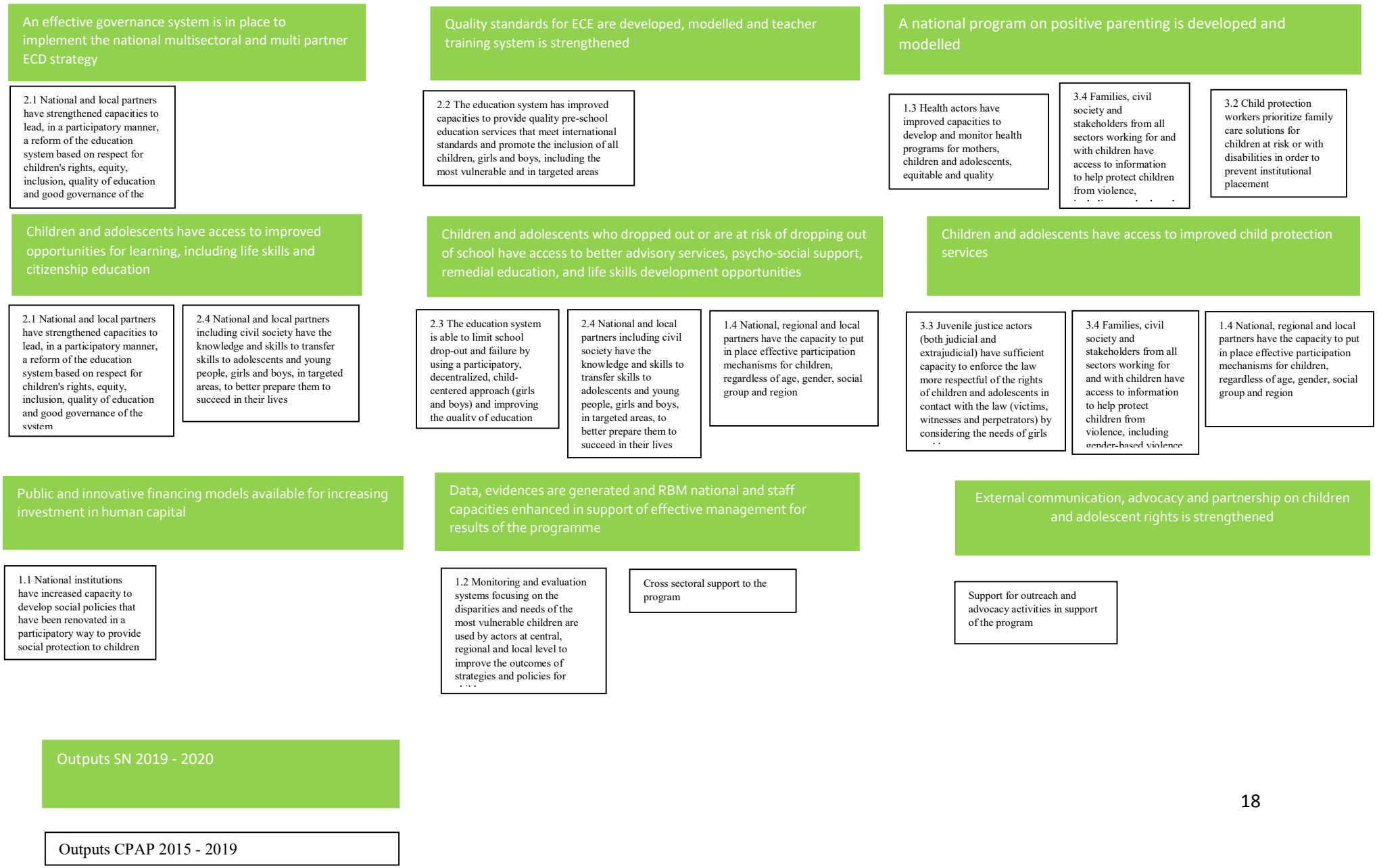
à ceux qui sont la cible des politiques de s'exprimer, d'être entendus par les décideurs et de participer aux décisions qui affectent leur vie. Le programme offre de nombreuses possibilités, y compris U-Report, où une telle approche est déjà en cours ou possible. Les capacités de planification et de suivi de l'intervention humanitaire seront renforcées et intégrées aux composantes du programme. A la lumière de la politique d'évaluation de l'UNICEF, le bureau du pays mènera des évaluations « stratégiques » liées aux priorités du programme de pays afin de combler les lacunes identifiées en matière de connaissances qui entravent les progrès du programme. Le programme de recherche qui soutiendra le programme sera axé sur les principales lacunes en matière de connaissances ; il sera mis à jour régulièrement et mis en œuvre grâce à un partenariat étroit avec les centres universitaires nationaux et les centres d'excellence externes qui seront mis en place.

Version finale 14 Mai 2019

Annex 1

Visual: Linkages Outcome SN 2019-2020 and Outcome CPAP 2015-2019



Version finale 14 Mai 2019

Visual: Linkages outputs SN 2019-2020 and outputs CPAP 2015-2019